

DANS L'ACTUALITE du 26 au 29 avril 2013

Textes officiels

JORF n°0100 du 28 avril 2013

Répartition de dotations de l'Etat aux collectivités territoriales et mécanismes de péréquation de ressources fiscales

[Décret n° 2013-363 du 26 avril 2013 relatif aux dotations de l'Etat aux collectivités territoriales et à la péréquation des ressources fiscales](#)

JORF n°0098 du 26 avril 2013

Assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée

[Décret n° 2013-350 du 25 avril 2013 modifiant les dispositions de l'annexe III au code général des impôts relatives aux factures transmises par voie électronique en matière de taxe sur la valeur ajoutée](#)

[Arrêté du 25 avril 2013 portant modification des dispositions de l'article 41 septies de l'annexe IV au code général des impôts relatif aux factures transmises par voie électronique](#)

Jurisprudence

Contrat public

Paiement des marchés

Si un marché public peut être payé pour une partie en numéraire et pour l'autre en nature (occupation gratuite du domaine public), la portée de cette seconde fraction doit être bien précisée par le marché

[CAA Paris 19 mars 2013 Société MCO Sports, req. n° 11PA01978](#)

Qualification de la connaissance du sous-traitant non agréé par le maître d'ouvrage

Le sous-traitant non agréé doit démontrer une relation directe et caractérisée avec le maître d'ouvrage pour engager sa responsabilité.

[CAA Marseille 18 février 2013 SAS Les Charpentiers des Alpes et Provence, req. n° 10MA00902](#)

Environnement

Les géomètres-experts réputés certifiés en matière de géo-référencement

L'arrêté du 15 février 2012 a fixé les modalités de certification des prestataires auxquels il doit être fait appel pour les investigations complémentaires nécessaires à la localisation des réseaux.

[CE 22 avril 2013 Chambre syndicale nationale des géomètres topographes, req. n° 358726](#)

Réponses ministérielles

Marché à bons de commande

[Rép. min. n° 20324, JOAN du 23 avril 2013](#)

Annulation d'une décision de préemption

[Rep. min. n° 19325, JOAN du 23 avril 2013](#)

Transfert d'une parcelle de site classé en zone constructible

[Rép. min. n° 8844, JOAN du 16 avril 2013](#)

Gestion des SCOT : intégration des documents d'aménagement commercial

[Rép. min. n° 00568, JO Sénat du 14 mars 2013](#)

Vu par ailleurs

Grand Paris

Grand Paris : ce que mijote Paris Métropole

Le bureau du syndicat mixte reçoit le 7 mai 2013 la ministre en charge de la Décentralisation, Marylise Lebranchu. L'occasion pour ses représentants de plaider la cause des maires qui souhaitent faire partie de l'instance de gouvernance de la future métropole de Paris.

Source : la gazette des communes du 26/04/2013

Contrat public

Critère du prix : quand un doute plane sur la méthode de notation...

... il est préférable de ne pas modifier la formule lors de l'analyse des offres pour ne pas porter atteinte à l'égalité de traitement entre les candidats.

Source : localtis.info du 25/04/2013

Achat sur catalogue : la justification du prix est indispensable !

Les candidats à un marché public doivent fournir l'ensemble des documents prévus au règlement de la consultation. Particularité dans le cadre d'achats sur catalogue, des justificatifs des prix correspondant à l'intégralité des produits figurant dans le détail estimatif non contractuel sont à transmettre lorsque cela est demandé. C'est ce que précise le tribunal administratif de Toulon dans une ordonnance du 18 avril 2013.

Source : le Moniteur du 25/04/2013

Urbanisme

Transformation des ZPPAUP en Avap : l'échéance de juillet 2015 peut-elle être supprimée ?

Les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (Avap) doivent se substituer aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) d'ici au mois de juillet 2015. Pour le sénateur Michel Le Scouarnec, qui a interpellé la ministre de la Culture, cette échéance paraît prématurée et doit être levée.

Source : le Moniteur du 26/04/2013

Mobilisation des logements vacants : Cécile Duflot dresse un premier état des lieux

[Après 5 mois de procédure de réquisition pour pallier la pénurie de logements, Cécile Duflot, ministre du Logement, a rendu public un premier bilan du parc de logements vacants. Notamment dans les zones tendues : l'Île-de-France et certaines zones de Paca, Rhône-Alpes et Midi-Pyrénées.](#)

Source : le Moniteur du 26/04/2013

La mairie de Toulouse se pose en médiateur pour sauver la librairie Privat-Chapitre

[Pierre Cohen \(PS\), maire de Toulouse a rencontré le 23 avril 2013 les dirigeants du groupe Chapitre.](#)

Source : la gazette des communes du 26/04/2013

Environnement

Participez aux Etats généraux de la modernisation du droit de l'environnement

[Tous les Français sont invités à apporter leur contribution aux états généraux de la modernisation du droit de l'environnement par un questionnaire disponible du vendredi 26 avril au dimanche 9 juin 2013. L'Objectif des états généraux étant d'améliorer l'efficacité des normes pour revenir à leur vocation première, protéger l'environnement.](#)

Source : developpement-durable.gouv.fr du 26/04/2013

Une charte associant éclairage urbain et biodiversité séduit les villes

[Le 25 avril, l'association Noé Conservation a lancé à destination des communes une charte de l'éclairage durable, qui intéresse par exemple les villes de Paris, de Niort et de Valenciennes. Cette charte complète bien le panel d'outils existants puisqu'elle cible les impacts de la pollution lumineuse sur la biodiversité.](#)

Source : localtis.info du 26/04/2013

Collectivité territoriale

La liberté corsetée des communes validée par le juge constitutionnel

[Par trois décisions rendues vendredi 25 avril 2013, le Conseil constitutionnel refuse de voir les modalités d'intégration des communes au sein des structures intercommunales comme des violations au principe de libre administration des collectivités.](#)

Source : la gazette des communes du 26/04/2013

Transport

À qui profitera le plan de relance des autoroutes ?

[La négociation entre le gouvernement et les concessionnaires autoroutiers sur le plan de relance avance. Le montant des travaux pourrait atteindre 3 milliards d'euros. En coulisse une deuxième négociation porte sur la répartition des chantiers entre filiales des concessionnaires et entreprises extérieures.](#)

Source : le Moniteur du 26/04/2013

Vu dans les revues

AJDA n° 15 -2013 du 29 avril 2013 p.833, *Dossier : les contrats entre personnes publiques*

Environnement et développement durable n° 5 – mai 2013 p.21, *Chronique de jurisprudence relative à la Charte de l'environnement – Entre maturité et QPC*, par Laurent Fonbaustier

Etudes foncières n° 162 – mars avril 2013 p.39, *L'atelier de l'urbanisme : les nouveaux outils*, par Richard Trapitzine et Christian Gélou

Presse

Le Triangle de Gonesse, nouvel eldorado des investisseurs

[Auchan a confirmé un investissement de 2 milliards d'euros à Gonesse. Il sera accompagné d'autres projets structurants.](#)

Source : les Echos du 29/04/2013

L'impact du métro du Grand Paris

[Essentielle pour la réussite d'Europa City, la question du réseau de transports a bien failli faire capoter le projet.](#)

Source : les Echos du 29/04/2013

Plan de relance autoroutier : partie de poker menteur entre l'Etat et les concessionnaires

[Les sociétés négocient un plan de 3 milliards d'euros de travaux contre un allongement des concessions. Rejetée une première fois, une hausse de la redevance domaniale est toujours à l'étude.](#)

Source : les Echos du 26/04/2013